

# BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja  
Semaine du 24 juin 2024

*Nous rappelons à notre cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers sa [page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).*

## LE CHIFFRE A RETENIR

# 250 M USD

C'est le montant du crédit que la Banque Mondiale a approuvé pour un programme de quatre ans pour le redressement du secteur de l'énergie au Ghana.

## Nigéria :

L'emprunt domestique du gouvernement nigérian s'élève à 7 710 Md NGN (5,1 Md USD) pour le premier trimestre 2024 ; L'Autorité des marchés financiers (SEC) publie des règles simplifiant la levée de fonds en vue de la réforme de recapitalisation du secteur bancaire ; Le gazoduc OB3 devrait être achevé en août 2024, une bonne nouvelle pour l'approvisionnement du gaz au Nigéria ; Le Projet d'Identification Numérique au Nigéria, financé par la Banque Mondiale, soulève des inquiétudes concernant la sécurité des données.

## Ghana :

Le gouvernement ghanéen obtient un accord de principe sur la restructuration de sa dette commerciale en eurobonds ; Le Service statistique du Ghana (GSS) a enregistré une augmentation de 4,7 % du Produit Intérieur Brut (PIB) du pays au premier trimestre 2024 ; Le vice-président Dr Mahamudu Bawumia (NPP) a informé le président Akufo-Addo qu'il a choisi le Dr Matthew Opoku Prempeh comme colistier pour les élections de décembre 2024.

## Nigeria

### **L'emprunt domestique du gouvernement nigérian s'élève à 7 710 Md NGN (5,1 Md USD) pour le premier trimestre 2024**

Le Bureau de gestion de la dette du Nigéria (DMO) a clarifié, le mercredi 24 juin, que [l'emprunt domestique pour le premier trimestre de cette année s'élève à 7 710 Md NGN \(5,1 Md USD\)](#). Les nouveaux emprunts du gouvernement se décomposent en 2 810 Md NGN (1,9 Md USD) d'emprunts réalisés dans le cadre du financement prévu par le budget de l'état fédéral, autorisant 6 060 Md NGN (4 Md USD) d'endettement sur les marchés domestiques pour l'année, et 4 900 Md NGN (3,2 Md USD) au titre de la titrisation des prêts de la Banque centrale du Nigéria (CBN). Le stock de dette publique à l'issue de ces trois premiers mois s'élève à 121 670 Md NGN (80,4 Md USD), en hausse de près de 25 % par rapport au dernier trimestre de l'année 2023, sous l'effet des nouvelles levées de dette ainsi que de la dévaluation du naira.

Cette hausse de l'emprunt domestique, complétée par des prêts multilatéraux dont notamment un programme de 2,3 Md USD octroyé par la Banque Mondiale qui a été annoncé récemment, devrait contribuer à un besoin de financement résiduel quasi-nul pour le pays en 2024. Cet avis, partagé par le gouvernement et la Banque Mondiale, a été réitéré par Olayemi Cardoso, gouverneur de la CBN, qui estime [qu'un financement concessionnel du FMI ne sera pas nécessaire pour répondre aux besoins de liquidité du pays](#). Le gouverneur a révélé cette semaine que les flux de devises étrangères entrants ont atteint 24 Md USD pour le premier trimestre 2024. Il a également insisté sur la nature temporaire des problèmes de liquidité auxquels fait face l'économie, et s'attend à un impact positif des réformes engagées par le gouvernement qui devraient parvenir selon lui à augmenter les recettes fiscales.

### **L'Autorité des marchés financiers (SEC) publie des règles simplifiant la levée de**

## **fonds en vue de la réforme de recapitalisation du secteur bancaire**

Annoncé le vendredi 21 juin, [un nouveau cadre visant à simplifier les procédures de levée de fonds](#) pour les banques a été mis en place par l'Autorité des marchés financiers (SEC) dans l'optique de faciliter la recapitalisation de ces dernières face aux nouvelles obligations imposées par la Banque centrale du Nigéria (CBN). Le régulateur des marchés financiers en a profité pour apporter des précisions relatives aux différentes méthodes de levée de fonds envisageables, dont les émissions de droits, l'offre publique, les placements privés, ou encore les opérations de fusions-acquisitions. Suite à la publication de ce guide, dont le but est de favoriser une levée de capital « fluide, transparente et efficace », les banques devraient fournir la documentation nécessaire en fonction des modalités qui les intéressent afin de recueillir l'appréciation du régulateur.

La réforme de recapitalisation, annoncée par la CBN dans sa circulaire du 28 mars 2024, vise à renforcer la capacité du secteur bancaire à financer des projets économiques d'envergure et améliorer sa compétitivité. En effet, si les banques se sont montrées résilientes face à la conjoncture économique en affichant une croissance sectorielle importante doublée d'une profitabilité soutenue, elles peinent encore à financer le secteur privé (voir [note DG Trésor](#)). Ainsi, la réforme de recapitalisation vise à augmenter les capitaux propres disponibles dans le système afin d'améliorer la capacité de financement du secteur et disposer d'acteurs de taille critique capables de financer une croissance ambitieuse de l'économie.

## **Le gazoduc OB3 devrait être achevé en août 2024, une bonne nouvelle pour l'approvisionnement du gaz au Nigéria**

Le projet de gazoduc Obiafu-Obrikom-Oben (OB3) de la Nigerian National Petroleum Company Limited (NNPC Ltd) est [sur le point d'être achevé grâce à une nouvelle technologie de microtunnelage, après avoir surmonté des défis techniques majeurs](#). Ce gazoduc, crucial pour l'amélioration de l'approvisionnement en gaz au Nigéria, connecte les réseaux de l'Est du pays avec le système de gazoduc Escravos-Lagos (ELPS) à l'Ouest et le pipeline Ajaokuta-Kaduna-Kano (AKK) au Nord. Mele Kyari, président de la NNPC a annoncé que le projet devrait être finalisé en août 2024. Une fois terminé, ce dernier fournira environ 2,2 milliards de pieds cubes standard de gaz, soutenant ainsi l'industrialisation et la croissance économique du pays. Pour rappel, le manque d'approvisionnement en gaz impacte grandement la production d'électricité au Nigéria. Le pays produit en moyenne 4 000 MW d'électricité, alors que la demande est estimée à 30 000 MW.

## **Le Projet d'Identification Numérique au Nigéria, financé par la Banque Mondiale, soulève des inquiétudes concernant la sécurité des données**

La Banque mondiale a déboursé 45,5 M USD pour la Commission Nationale de Gestion de l'Identité (NIMC) dans le cadre du projet d'Identification Numérique pour le Développement (ID4D), visant à inscrire plus de Nigériens au Numéro d'Identification national (NIN). [Néanmoins, des préoccupations ont émergé concernant la sécurité des données](#). En effet, malgré la loi nigériane sur la protection des données adoptée en juin 2023, qui a permis le déblocage des fonds de la Banque Mondiale, des organisations ont critiqué le système de sécurité des bases de données gouvernementales, soulignant des failles.

L'ONG nigériane Paradigm Initiative, qui défend les droits numériques dans toute l'Afrique, a découvert que les NIN enregistrés pouvaient être achetés directement en ligne. En réponse, le NIMC a nié toute compromission des données et assuré que des mesures strictes sont en place pour protéger les informations des citoyens.

## **Ghana**

### **Le gouvernement ghanéen obtient un accord de principe sur la restructuration de sa dette commerciale en eurobonds**

[Le Gouvernement de la République du Ghana a conclu un Accord de Principe sur la restructuration de sa dette commerciale \(13,1 Md USD\) avec les deux groupes de négociation \(comités international et régional\) de créanciers privés détenteurs d'euro-obligations](#). Les créanciers du Comité international détiennent environ 40 % des eurobonds en circulation tandis que les créanciers du Comité régional en détiennent environ 15 %.

Les négociations se sont tenues sous la supervision du FMI et du Comité Officiel des Créanciers du Ghana (Club de Paris élargi à la Chine, l'Inde, la Turquie et l'Arabie Saoudite). Le premier a confirmé que l'accord est compatible avec les paramètres du programme triennal tandis que le second doit encore vérifier que les conditions de comparabilité du traitement avec la dette bilatérale souveraine sont conformes.

L'accord de principe implique d'importantes concessions de la part des détenteurs d'obligations qui allègent considérablement la dette privée du gouvernement. Les détenteurs d'obligations renoncent ainsi à environ 4,7 Md USD de créances et fourniraient

un allègement de trésorerie d'environ 4,4 Md USD pendant la période couverte de trois ans par le programme du FMI.

L'accord de principe comprend également certaines conditions non financières, comme la clause du créancier le plus favorisé qui obligerait le gouvernement à s'assurer que d'autres créanciers ne bénéficient pas de meilleures conditions en termes de valeur actuelle nette ainsi que l'obligation de publier certaines informations relatives à sa dette publique sur une base semi-annuelle.

## **Le Service statistique du Ghana (GSS) a enregistré une augmentation de 4,7 % du Produit Intérieur Brut (PIB) du pays au premier trimestre 2024**

[Le rebond de la croissance enregistré entre le 1er janvier et le 31 mars de l'année en cours s'explique essentiellement par l'accélération de la croissance du secteur de l'industrie, qui a connu sa meilleure performance en 19 trimestres, avec une progression de 6,8 % contre 1,6 % au dernier trimestre 2023.](#) La croissance des secteurs de l'agriculture et des services a cependant ralenti respectivement à 4,1 % et 3,3 % contre 4,5 % et 5,1 % au quatrième trimestre de l'année écoulée.

Au premier trimestre 2024, le secteur des services reste le plus important de l'économie ghanéenne, représentant 45,6 % du PIB. Les secteurs de l'industrie et de l'agriculture ont eux contribué respectivement à hauteur de 30,6 % et 23,8 %. En glissement annuel, l'agriculture a augmenté de 4,1 %, l'industrie de 6,8 % et les services de 3,3 %. En glissement trimestriel, ces secteurs ont augmenté respectivement de 1,1 %, 1,8 % et 0,9 %.

Les principaux moteurs de la croissance sont le secteur de l'information et de la communication (17,9 % en g.a), les industries minières extractives (12,9 % en g.a), l'hébergement et la restauration (9,4 % en g.a), la construction (8,2 % en g.a), et les produits de l'agriculture (4,3 % en g.a). À l'inverse, plusieurs secteurs se sont contractés, notamment la santé et l'action sociale (-8,8 % en g.a), l'électricité (-7,5 % en g.a), l'éducation (-4,9 % en g.a), et la sylviculture et l'exploitation forestière (-1,2 % en g.a).

## **Le vice-président Dr Mahamudu Bawumia (NPP) a informé le président Akufo-Addo qu'il a choisi le Dr Matthew Opoku Prempeh comme colistier pour les élections de décembre 2024**

[Une réunion s'est tenue mardi soir à la Jubilee House, au cours de laquelle Dr Bawumia a demandé l'avis du président Akufo-Addo sur le choix de son colistier.](#) Parmi les autres noms évoqués pour cette position figuraient ceux du ministre de l'Education, le

Dr Yaw Osei Adutwum et du chef de cabinet, Frema Osei Opare. C'est finalement M. Prempeh qui semble avoir été retenu.

Dr Prempeh, 56 ans, est actuellement ministre de l'énergie et député de la circonscription de Manhyia South, un siège qu'il occupe depuis 2008. Médecin de formation, il a fait ses études supérieures à l'Institut néerlandais des sciences de la santé et à la Kennedy School of Government de l'université de Harvard. Il a aussi été ministre de l'éducation entre 2017 et 2021.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

[mohamed.elguindi@dgtresor.gouv.fr](mailto:mohamed.elguindi@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : [mohamed.elguindi@dgtresor.gouv.fr](mailto:mohamed.elguindi@dgtresor.gouv.fr)